

Philippe ICARD

1, allée Henri ICARD

90 300 Valdoie

Tél : 03 84 26 32 56

Tél portable : 06 76 39 79 98

Adresse électronique : elomari-icard@wanadoo.fr

Né le 13 mai 1960

Marié

FONCTIONS

Maître de conférences en droit public (1992) (HDR, 1994 et HC, 2007), Faculté de droit et de science politique de l'université de Bourgogne.

Chargé de cours à la faculté de droit de Besançon, Université de Franche-Comté.

Responsable du diplôme tri national en étude européenne « Europa Master » organisé entre les universités d'Opole, de Mainz et de Dijon.

Responsabilités scientifiques :

Responsable du pôle européen du Centre de Recherche et d'Etudes en Droit et Science Politique (CREDESPO)

Encadrement de thèses dont 8 thèses soutenues entre 2006 et 2014.

Co responsable d'un projet de recherche portant sur le discours des juges en matière de discrimination à la suite d'un appel à projet du GIP-justice (ministre de la justice) et du défenseur des droits concernant le principe de non discrimination à l'épreuve

du droit et des institutions chargées de sa mise en œuvre », période avril 2014 à juin 2016.

Responsable d'un programme mis en place par l'Université de Leuven concernant le thème « justice et diversité ». Journée d'étude organisée le 29 avril 2016.

Ancien membre du Conseil National des Universités (section 2).

Directeur du Centre de Documentation Européenne de l'université de Bourgogne.

Membre du laboratoire du droit du sport de l'Université de Bourgogne rattaché au CREDIMI de l'Université de Bourgogne.

Membre du collège de l'école doctorale de droit de l'Université de Bourgogne et de l'Université Gutenberg de Mayence.

Membre de l'observatoire de Bourgogne concernant l'application de la décentralisation, dans le cadre d'une étude scientifique organisée par le Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe de l'Université de Paris I, sous l'égide du ministère de l'intérieur.

Participation au pôle interdisciplinaire de la Maison des Sciences de l'Homme de l'Université de Bourgogne concernant « Les identités, les nationalités et les citoyennetés ».

Chercheur associé au :

- GRADPPA de la Faculté de droit de Saint-Maur dans le cadre de la recherche sur les AAI dans le domaine économique et financier (1999-2001).
- Centre d'études Normand sur la Théorie et la Régulation de l'Etat (CENTRE) de la faculté de droit de Caen.
- Centre de Recherche Juridique de Franche-Comté (CRJFC) de la Faculté de Droit et de Science économique de Besançon.

COURS

1^{er} cycle

L'Europe et ses institutions (1^e année de licence en droit, 1992-2005)

Droit administratif général (2^{ème} année de licence AES)

Droit constitutionnel (1^e année de licence AES, 1992-1998)

Institutions internationales et communautaires (2^e année de licence AES 1996-1998)

Droit public économique (3^{ème} année de licence AES, 1997-2003)

Politiques européennes (3^{ème} année de licence AES, 2000-2004)

Droit des collectivités locales (3^{ème} année de licence en droit, 1998-2001)

Droit communautaire matériel (3^{ème} année de licence en droit, Faculté de droit de Besançon, 1996-1998 et 2003-2004).

Les politiques de l'Union européenne (Licence d'administration publique, 2009-2010).

2^e cycle

Droit communautaire matériel (4^{ème} année LEA, Université de Franche comté (1992-2004).

Droit des collectivités territoriales (1^{ère} année de master en droit, Faculté de droit de Besançon, 2003-2004).

Droit public des affaires (1^{ère} année de master, 2003-2005).

La politique culturelle et la valorisation du patrimoine en droit communautaire (2^{ème} année de master AES, mention métiers de la culture, de l'art du patrimoine 2003-2007).

L'impact de la libre circulation des personnes en droit de l'UE sur les concepts de droit public (Master 2 droits fondamentaux)

Procédure contentieuse communautaire (Master 2 droit processuel 2005-2009).

Droit communautaire des affaires (1^{er} année de Master juristes européens, Faculté de droit de Besançon 2009-2011).

Le droit européen applicable aux collectivités locales (Master 2 juristes des collectivités locales)

L'impact du droit de l'UE sur le statut de la fonction publique (master 2 gestion et management des fonctions publiques).

Les libertés économiques en droit de l'Union européenne (Séminaire, Master 2).

Les financements communautaires (Master 2 finances des collectivités territoriales et de leurs regroupements).

La libre circulation de la communication audiovisuelle (2^{ème} année de master langue et marché européen des médias).

L'évolution institutionnelle communautaire (2^{ème} année de master cadres européens, Université de Franche Comté) 2010-2012.

Le principe de précaution saisi par le droit de l'Union européenne (Master 2 droit interne et international des affaires, mention juristes d'affaires, commerce, distribution et consommation, 2005-2008).

Le droit de l'UE et le sport (master 2, professions juridiques du sport).

Les politiques urbaines de l'Union européenne (DU sécurité urbaine, 2009-2010).

Le droit applicable aux relations commerciales entre le Royaume du Maroc et l'UE. Master 2 droit des affaires, délocalisé à l'école de commerce de Marrakech.

« L'application du principe de libre circulation des marchandises dans l'UE », Master 2 études européennes.

« La libre prestation de service et le libre établissement dans l'UE », Master 2 études européennes

TRAVAUX

Ouvrages

Thèse « Les autorités administratives indépendantes », Dijon 1992.

Manuel : « Droit matériel et politiques communautaires », édi. Eska, Mai 1999, réactualisation septembre 2001, nouvelle édi. 2004.

Guide des seniors : participation à un ouvrage collectif sur le thème les personnes âgées saisies par le droit communautaire, édition Liaisons sociales 2007.

« « La citoyenneté européenne dans tous ses « Etats » » (sous la dir. de), EUD, 2009.

« Quel Etat Palestinien ? » (sous la co-dir. de), édition Lharmattan, 2011.

« L'Union pour la Méditerranée » (sous la dir. de) édi. Bruylant-Larcier avril 2012.

Manuel (Co-auteurs) « Droit du sport », PUF, avril 2012.

« L'Europe en quête d'objet : réflexions sur quelques hésitations », (sous la dir. de), édi. CREDESPO, 2012.

Agir contre les discriminations (sous la dir. de), édi CREDESPO, mai 2012

« L'Europe de la santé » (sous la dir. de), Revue générale du droit de la santé, septembre, 2012.

« Les minorités au sein de l'Union européenne » (sous la direction de), Eska, décembre, 2013.

« Le cadre financier de l'Union européenne 2014-2020 », (sous la direction de), Revue française de finances publique, février, 2014.

« La place de la femme dans le droit de l'UE : vers une harmonisation ? », (sous la direction de), Bruylant, col. Perspectives européennes, octobre, 2014.

« La réception du concept de diversité dans le droit de l'UE », (sous la direction de), Bruylant Larcier, col. Perspectives européennes, juillet 2015.

« L'action de l'Union européenne en faveur de la jeunesse », (sous la direction de), Bruylant, col. Perspectives européennes, à paraître second semestre 2016.

Interventions dans des colloques

Communications

« La CNIL et les fichiers autorisés » dans le cadre d'un colloque organisé à l'université de Lausanne, les 22 et 23 septembre 1994 intitulé : « Communication et circulation des informations, des idées et des personnes ». Actes publiés aux édi. Garzanti Verga, Presse universitaire de Lausanne, 1995, p. 509.

« La communautarisation de la pauvreté : splendeur et misère de l'Union européenne » dans le cadre d'un colloque organisé par la faculté de droit de Dijon, les 2 et 3 décembre 1999 intitulé « la pauvreté saisie par le droit », Seuil, coll. Le genre humain, 2002, p. 285.

« L'articulation entre ordre juridique communautaire et ordres juridiques nationaux dans l'application du principe de précaution » dans le cadre d'un colloque organisé par la faculté de droit de Dijon, les 27 et 28 avril 2000, intitulé « La décision publique et le droit de la responsabilité face au principe de précaution », RJE, 2001, n° spécial, p. 29.

« Le principe de précaution, une exception à l'application du droit communautaire ? », dans le cadre d'un colloque organisé par la faculté de droit de Clermont-Ferrand, le 25 mars 2002 intitulé « l'exception en droit communautaire », RTDE, septembre 2002, n°3, p. 473.

« Mondialisation, immigration : histoire d'un paradoxe communautaire », dans le cadre d'un colloque organisé par la faculté de droit de Clermont-Ferrand, le 31 mars et le 1^{er} avril 2003 intitulé « mondialisation, traçabilité et libre circulation », Revue du droit de l'Union Européenne, 2003, n°2, p.409.

Participation à une table ronde, dans le cadre d'une journée d'étude organisée par l'école doctorale de la Faculté de Droit de l'Université de Bourgogne, le 9 avril 2003, relative à « La mort et le droit ou de la sacralité de la volonté du défunt quant à l'utilisation et la destination de son corps, revue de droit médical, septembre 2004.

« Le principe de précaution façonné par le juge communautaire », dans le cadre d'un colloque organisé par le pôle de Recherche en Environnement (Université de Bourgogne), le 4 juin 2004, intitulé « le principe de précaution : débats et enjeux », Revue du droit de l'Union Européenne, 2005/1, p. 91.

« La suppression de la clause de nationalité : l'ouverture du marché », dans le cadre d'un colloque organisé par le Laboratoire du sport de l'université de Bourgogne, le 20 janvier 2006,.

« Le principe de laïcité : la recherche de la conciliation », dans le cadre d'un colloque organisé par la Faculté des sciences juridiques et économiques de Niamey et l'Institut Danois des droits de l'homme, du 22 au 24 novembre 2006, intitulé « Etat moderne et Islam ».

« Les droits sociaux reconnus aux étrangers dans l'Union européenne : un impressionnisme juridique », dans le cadre d'un colloque organisé par la faculté de droit de Clermont-Ferrand, le 26 mars 2007 sur l'immigration dans l'Union européenne, édition L'Harmattan, 2008, p. 123.

« La citoyenneté européenne altérée : l'expulsion pour atteinte à l'ordre et à la sécurité publics », communication dans le cadre d'un colloque relatif à la citoyenneté européenne dans tous ses Etats, organisé par le CREDESPO, Université de Bourgogne, 12 octobre 2007, éditions Universitaires de Dijon, septembre 2009.

« La Coopération régionale transfrontière : une forme de régionalisme européen ? », dans le cadre d'un colloque organisé par la Faculté des Sciences juridiques, économiques & sociales de l'Université Mohamed 1^{er} d'Oujda, portant sur « Régionalisme, fédéralisme, autonomie, les 16 et 17 février 2008.

« L'immigration en droit communautaire : histoire d'un espace traversé de frontières », communication dans le cadre d'un colloque relatif à l'immigration, organisé par le Centre de droit public de la Faculté de droit de Clermont-Ferrand I, les 20 et 21 novembre, 2008, RDUE, septembre 2009.

« L'avenir de la Communauté régionale et de ses acteurs : l'exemple de la région Bourgogne », dans le cadre d'un colloque relatif à l'Université dans sa région : décentralisation et

développement, organisé, le 6 décembre 2008 par le Centre de recherches pour l'innovation de l'Université de Ehime, Japon, actes publiés aux annales de l'Université de Ehime, mars 2009.

« La lutte contre le terrorisme » dans le cadre de l'Europe communautaire », Communication à un colloque organisé à Rabat sur le thème : « la redéfinition de la notion de sécurité dans les relations euro-méditerranéennes », les 19 et 20 mars 2009.

« Le principe de non discrimination dans la jurisprudence de la CJUE », dans le cadre d'une journée d'études organisée par la ville de Dijon, Le 10 mars, 2010, édition CREDESPO, mai 2012.

« L'action de groupe en droit de l'Union européenne » dans le cadre d'un colloque portant sur l'accès au juge organisé à Besançon par le centre de Recherche juridique de la Faculté de droit de Besançon les 18 et 19 octobre, 2012.

« La paix : fondement d'un constitutionnalisme européen en construction. (du pan européenisme au projet Spinelli -1922 à 1984) dans le cadre d'un colloque organisé par le CREDESPO de l'Université de Bourgogne, 19 et 20 septembre 2012, édi Eska, 2014.

« L'influence de l'opinion publique sur l'élaboration du droit de l'UE », dans le cadre d'un colloque organisé par Romain Rambaud, 16 et 17 octobre 2014, à paraître.

« Les relations UE/Palestine », journée d'études, 1^{er} décembre 2014, organisées par R. Porteilla et Ph. Icard, à paraître, édi. L'Harmattan.

« La discrimination fondée sur la nationalité dans le discours du juge administratif », séminaire dans le cadre du GIP justice sur le principe de non discrimination dans le discours des juges et des institutions », 9 et 10 avril, 2015.

« La prise en compte du genre dans la jurisprudence de la CJUE », 20 mai 2015, journée d'étude sur « Déconstruire les stéréotypes », organisées par Pierre Bruno, Université de Bourgogne.

« La ruralité dans le droit de l'UE », juin 2015, colloque portant sur la ruralité, organisé dans le cadre de l'institut des territoires, université de Bourgogne.

« Israël/Palestine : penser la réconciliation, penser l'impossible 10 décembre 2015, colloque portant sur le concept de réconciliation, Université d'Opole, (Pologne), actes à paraître, 2016.

« La construction européenne vectrice de paix ? », 27 avril 2016, séminaire sur culture de paix et constitution, à paraître.

Présidences de séance

Présidence d'une séance relative aux influences du droit français sur le droit roumain dans le cadre d'un colloque portant sur « Francophonie et intégration européenne », organisée par le Centre de Recherches Interactions Culturelles Européennes et le Centre Gaston Bachelard de recherches sur l'Imaginaire et la Rationalité (Université de Bourgogne), le 29 octobre 2004.

Modérateur dans le cadre d'un débat sur « la politique étrangère de la France et de l'Europe à l'heure de la présidence française du Conseil de l'Union européenne » organisée par le ministère des affaires étrangères français, représenté par Eric Chevallier, porte parole du Quai d'Orsay, conseiller spécial de Bernard Kouchner, le 11 décembre 2008.

Table ronde sur les fonctions publiques en Europe, colloque sur les trente ans de la fonction publique d'Etat, 29 septembre 2014.

Articles

« L'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et la reconduite à la frontière », LPA, 25 décembre 1992, p.17.

« Les attributions non-juridictionnelles des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel », ARDA, 1995, p. 2.

« La filière culturelle », Juris-Classeur, Collectivités territoriales, fascicule 817,1996.

« L'Union européenne et le terrorisme », co-écrit avec JF Roulot, Presses universitaires d'Auvergne, 2004.

« La notion de pouvoir (s) public (s) dans la constitution du 4 octobre 1958 », Mélanges en l'honneur du doyen Dugaru, février 2005, édi. All Beck, p. 489.

« La séparation des Eglises et de l'Etat dans la jurisprudence du juge administratif depuis un siècle », in le centenaire de la loi du 9 décembre 1905, ouvrage collectif, (sous la direc. de J. M. Schiappa), édi. Syllepse, Paris, février 2005, p. 569.

« Les conséquences de la décision de la CJCE du 9 mars 2003 Isabel Burbaud en matière de recrutement des directeurs d'hôpitaux », Revue entreprise hospitalière, janvier 2006.

« L'institution préfectorale : les rides d'une bicentenaire ou les germes d'une nouvelle jeunesse », Revue de droit public de la Faculté de droit de Craiova, Roumanie, décembre 2007.

« La politique étrangère de sécurité commune de l'Union européenne et le conflit israélo-palestinien : entre impuissance juridique avérée et puissance politique à affirmer » (avec R. Porteilla), in Beurdeley L. et Matuszewicz R., Regards croisés sur les sécurités dans les relations Euro-méditerranéennes, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 211 à 241.

« La vulnérabilité du droit communautaire dérivé », Mélanges en l'honneur du professeur Gilles DARCY, édition Bruylant, septembre 2012.

« L'accès aux juge de l'UE », in l'accès aux juges, édi. Bruylant, 2013.

« CJUE Striani : le fairplay financier : en attendant la match retour », RDUE, décembre 2015.

« La coopération régionale décentralisée : vers une nouvelle forme de régionalisation, revue de l'association des juristes de langue latine,, Sibiu, Roumanie, juin, 2014.

Notes

Sous CE 19 avril 1991, Préfet de police c/ Demir, La Semaine Juridique, édi. géné., 15 avril 1992, n° 21832.

Sous CE 19 avril 1991, Naïma Babas et Belgacem, Gazette du Palais, 4 août 1992, p. 2.

Sous CE 14 octobre 1991, section régionale « Normandie Mer du Nord» du comité interprofessionnel de conchyliculture et CE 17 février 1992 société Textron, La Semaine juridique 1992, édi. géné., 2 décembre 1992, n° 21961.

Sous TA de Dijon 14 janvier 1997, Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire c/ préfet du département de Saône-et-Loire et Ministère de l'environnement, ARDA, mars 1998, p. 5.

Sous TA Lyon, 3 février 1999, M. Francisco José Martinez Mora, AJFP, mai-juin 1999, n°3, p. 27.

Sous CJCE, 6 juillet 2000, Mme Abrahamson et autres, AJFP, janvier-février 2001, n° 1, p. 17.

Sous CJCE, 31 mai 2001, Royaume de Suède c/ Conseil, AJFP, septembre-octobre, 2001, n° 5, p. 20.

Sous CJCE, 13 décembre 2001, Commission c/ République française, La semaine juridique, édi. gén., 31 juillet 2002, n° 31-35, II, 10127.

Sous CJCE, 22 octobre 2002, National Farmers' Union, La semaine juridique, édi. gén., 26 novembre 2003, II, 10185.

Sous CJCE, 11 mars 2003, Alexander Dori, AJFP, mai-juin, 2003, n° 3, p. 31.

Sous CJCE, 9 septembre 2003, Isabel Burbaud, Dalloz, édi. générale, 27 novembre 2003, p. 2851.

Sous CJCE, 7 janvier 2004, K. B., Dalloz, édi. générale, 10 avril 2004, p. 979.

Sous CJCE, 18 novembre 2004, Ursula Saas, Dalloz édi. Générale, 10 mars 2005, p. 699.

Sous CJCE 7 septembre 2005, Mc Kenna, Dalloz édi Générale, 26 janvier 2006, p. 283.

Sous CJCE, 18 juillet 2006, Meca-Medina, Dalloz, édition générale, 1^{er} mars 2007, p. 635.

Sous CJCE, 1^{er} avril 2008, Gouvernement de la Communauté française, Dalloz, édition Générale, 19 juin 2008, p. 1655.

Sous CJUE, 8 septembre 2010, StoB, Dalloz, édition. Générale, 7 octobre 2010, p. 2110.

Sous CJUE, 15 janvier 2013, Krizan, RDUE, n°1, 2013, p. 121

Sous CJUE, 16 juillet 2015, Striani, « Le fair-play financier » en attente du match retour, RDUE, n° 1, 2016, p. 65.

Conférences

« La construction européenne : un édifice atypique », dans le cadre d'un forum organisé par l'union régionale des fédérations d'œuvres laïques de Bourgogne, sur le thème « jeunesse et Europe : vers de nouvelles coopérations », décembre 1996, actes publiés par la ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

« Les difficultés de la réorganisation institutionnelle de l'Union européenne », dans le cadre de conférences organisées par l'université de Bourgogne, au cours du mois de février 1997, sur le thème transparence et Communauté européenne.

« Les relations extérieures de la Communauté européenne dans l'Europe de l'Est », dans le cadre de conférences organisées par l'Université de Gorizia (Italie), du 22 au 25 septembre 1999 sur le thème les relations extérieures de la Communauté européenne.

« Le service d'intérêt économique général communautaire, fossoyeur du service public à la française ? », dans le cadre d'une conférence organisée par une association d'étudiants en droit de l'université de Bourgogne, le 12 avril 2001.

« La citoyenneté européenne », dans le cadre d'une conférence organisée par la faculté de droit de Craiova (Roumanie), le 2 octobre 2003.

« Les effets du droit communautaire sur le droit de la fonction publique hospitalière », organisée par l'association des directeurs d'hôpitaux des régions Bourgogne et Franche-Comté, le 15 avril 2004.

« Le principe de non-discrimination des personnes dans l'espace communautaire », dans le cadre d'une conférence organisée par la Faculté de droit de Craiova (Roumanie), le 17 mai 2004.

« Le principe de solidarité en droit communautaire », dans le cadre d'une conférence organisée par la Faculté de droit de Craiova (Roumanie), le 4 octobre 2004.

Participation à une table ronde concernant le traité établissant une constitution pour l'Europe co-organisée par le Centre de Recherche Politique de l'Université de Bourgogne et Euro info centre, le 5 avril 2005.

« L'évolution du principe de laïcité (1905-2005) », dans le cadre d'une conférence organisée par la Faculté de droit de Craiova (Roumanie), le 21 octobre 2005.

Participation à une table ronde concernant « la citoyenneté européenne en débat », organisée par le Centre de Recherche en Droit et en Science Politique de l'Université de Bourgogne, le 12 octobre 2007.

Conférence à l'Université de Birzeit (Palestine) portant sur « l'Ordre juridique communautaire », le 10 avril 2008.

Conférence à l'université de Birzeit, institut Goethe de Ramallah, le 7 juin 2010 portant sur la justice au sein de l'Union européenne.

« L'Union Européenne en crise », dans le cadre d'une conférence organisée par le CREDESPO et le LEG de l'Université de Bourgogne, le 6 décembre 2011.

« Quel Etat palestinien ? » dans le cadre d'une intervention présentée à l'institut français de Ramallah, le 20 février 2012.

« Police administrative et jurisprudence administrative française », organisée à la Faculté de droit et d'administration publique de l'Université de Birzeit, le 15 avril 2013.

« L'identité européenne : la part du droit », organisée par le club UNESCO de Bourgogne, le 22 mai 2013.

« La place du triangle de Weimar dans l'intégration européenne », organisé par l'Institut Goethe, Lyon, le 15 octobre 2013.

« La citoyenneté européenne en construction », organisée par Europe direct Besançon, le 6 novembre 2013.

Participation à une conférence débat sur « Le Parlement européen comment ça marche ? », 15 mai 2014.

« Les relations institutionnelles au sein de l'UE », conférence organisée à l'institut de Sciences politiques de Mainz, Juillet 2014.

Rapports :

« La notion et l'organisation des autorités de régulation dans le domaine économique », sous la direction du professeur Jean Jacques Israel, dans le cadre d'une étude générale sur les AAI en matière économique, Paris XII, sollicitée par le ministère de la justice, décembre 2000 et présenté à la Cour de cassation, lors d'un colloque en janvier 2001.

« L'avenir des contrats de pays dans la région Bourgogne », rapport sollicité par le Conseil économique et social de Bourgogne, 19 octobre 2008.

« La dimension communautaire de la répression contre le trafic de produits dopants », rapport sollicité par la direction régionale de jeunesse et sport, décembre 2008.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

Membre du Conseil de gestion de la Faculté de droit et de science politique de l'université de Bourgogne.

Vice doyen chargé des relations internationales.

Membre de la Commission des relations internationales de l'Université de Bourgogne.

Vice-président du bureau de sélection des membres des Comités de sélection pour le recrutement des maîtres de conférences et des professeurs, Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université de Bourgogne.

Membre du réseau Edudroit pour la sélection des dossiers des étudiants étrangers voulant entrer dans un Master de la Faculté de droit et de Science politique de Bourgogne.

Ancien Vice-président de la Commission de spécialistes de la Faculté de droit de Dijon.

Ancien Membre des commissions de spécialistes (section 2) des Facultés de droit de Besançon, et de Strasbourg.

Ancien membre du Conseil de site du Centre Condorcet de l'Université de Bourgogne (1994-2014).

Ancien Membre de la Commission des locaux de l'Université de Bourgogne (2004-2010).

Ancien rédacteur de la revue « Actualité Régionale de Droit Administratif », presse universitaire de Bourgogne.

Ancien comptable de l'association des juristes administrativistes de Bourgogne comprenant des universitaires et des magistrats.

Responsable de l'encadrement des étudiants des programmes Erasmus-Socrates pour la Faculté de Droit et de Science Politique.

Co-organisateur du Colloque des 27 et 28 avril 2000 relatif à la décision publique et le droit de la responsabilité face au principe de précaution, Faculté de droit et de Science Politique de Dijon.

Organisateur du Colloque du 12 octobre 2007 relatif à la « citoyenneté dans tous ses Etats », Faculté de Droit et de Science Politique de Dijon.

Organisateur du Colloque du 23 octobre 2008 portant sur « l'Europe en quête d'objet après deux échecs consécutifs? Le temps du bilan : doutes et espoirs », Faculté de Droit et de Science Politique de Dijon.

Organisateur du colloque du 22 octobre 2009 portant sur « la politique Méditerranéenne de l'Union européenne », Faculté de droit et de Science politique de Dijon.

Organisateur du colloque du 24 octobre 2010 portant sur « L'Europe de la santé », Faculté de droit et de Science Politique de Dijon.

Organisateur du colloque du 23 octobre 2011 portant sur le droit européen des minorités », Faculté de droit et de science politique de Dijon.

Co organisateur du Colloque du 25 octobre 2012 portant sur « le cadre financier de l'Union européenne 2014-2020 », Faculté de droit et de science politique de Dijon.

Organisateur du colloque du 17 octobre 2013, portant « sur la place de la femme dans le droit de l'Union européenne : vers une harmonisation ? », Faculté de droit et de Science Politique, Dijon.

Organisateur du colloque du 6 novembre 2014, portant « sur la diversité en droit de l'Union européenne », Faculté de droit et de Science Politique, Dijon.

DIVERS

Vice président de l'association européenne des juristes de langue romane, créée en mai 2011 à Sibiu (Roumanie).

Membre de jury de concours.

Chargé de cours à l'Institut d'études judiciaires

Chargé de conférences à l'école nationale des greffes de Dijon.

Chargé de cours au CNFPT

Encadrement de thèses, de mémoires et de rapports.

Maîtrise world, Excel et power point, navigation sur le net.